

partager leurs responsabilités face à ce problème avec d'autres agences ou demander de l'aide d'une autre agence.

Je pense que nous avons tort d'attaquer le problème avec nos seuls moyens. Je crois sincèrement que nous devrions nous mettre en relation avec d'autres agences et utiliser d'autres ressources que les nôtres.

Le sénateur Fournier: J'aurais dû vous le demander en premier lieu. L'Association des travailleurs sociaux de Saint-Jean travaille-t-elle en ce domaine? Peut-on la considérer comme un organisme de bien-être social faisant partie d'une fédération?

M. Smith: L'Association groupe toutes les agences sociales du milieu, les A.A., les agences de santé et de bien-être, le service des soins infirmiers, etc.

Le sénateur Fournier: C'est bien, je comprends. Vous parlez aussi de modifier les programmes d'enseignement technique, de manière à encourager l'enseignement aux adultes et l'enseignement technique. Est-ce que nous ne nous en occupons pas actuellement?

M. Smith: Nous le faisons, mais il y a lieu d'améliorer.

Le sénateur Fournier: Est-ce une question de logement ou d'adaptation?

M. Smith: D'adaptation, pour commencer.

Le sénateur Fournier: En quoi? De quoi les écoles de Saint-Jean manquent-elles?

M. Smith: A mon avis, elles ne sont pas à la hauteur de l'obstacle auquel les adultes sont sans cesse confrontés: pour devenir mécanicien, par exemple, il faut une 10^e année.

Le sénateur Fournier: Et pour devenir coiffeur?

M. Smith: Les gens n'ont peut-être fait que la 7^e ou la 8^e année. S'ils n'ont pas dix ans de scolarité, la chance joue contre eux: ils ne peuvent suivre de cours.

Le sénateur Fournier: La reclassification ne le leur permet pas?

M. Smith: Oui, mais il ne s'agit pas de ces personnes. Quand je dis: adultes, je pense à des jeunes gens de 16 ou 17 ans. J'ai rencontré plusieurs garçons qui avaient fait un séjour dans une école de réforme dispensant de l'enseignement technique. Ils sont tout à fait incapables de suivre un cours, de passer des examens et de réussir les examens d'admission. Ils sont limités; ils ne peuvent d'aucune façon être admis au cours.

Le sénateur Fournier: Il n'existe pas pour eux de dispositif de recyclage?

M. Smith: Non pas à ce que je sache.

Le sénateur Quart: Monsieur le président, la première question que j'aimerais poser à M. Smith est celle-ci: votre Association de travailleurs sociaux assure-t-elle la coordination de tous les autres services sociaux de la région?

M. Smith: Si je puis me le permettre, je vais laisser cette question à un homme de ressource; je demande au président, M. Finigan, de répondre.

M. James Finigan, président de l'Association des travailleurs sociaux de Saint-Jean: Monsieur le président, de fait le Conseil de l'Association se réunit constamment, au moins une fois par mois, pour discuter des problèmes. Nous déjeunons ensemble, pour que, entre autres raisons importantes, les gens œuvrant dans notre domaine fassent connaissance.

Autrement dit, pour parler de quelqu'un, il nous faut le connaître. Les Lions présentent des conférences spéciales sur notre travail; aussi, chaque agence a l'occasion de décrire ses fonctions, de sorte que les travailleurs des autres agences savent à qui s'adresser au besoin.

Le sénateur Quart: Combien de membres comptez-vous? Combien d'organismes groupez-vous?

M. Finigan: Combien d'agences?

Le sénateur Quart: D'agences, oui.

M. Finigan: A Saint-Jean, l'Association réunit toutes les agences de santé, de bien-être et de loisirs. Nous avons même un membre du clergé dans nos rangs.

Le sénateur Quart: Ils appartiennent tous à votre Association?

M. Finigan: Ils appartiennent tous à notre Association.

Le sénateur Quart: Cela représente combien de membres approximativement?

M. Finigan: C'est difficile à dire. Environ 50 membres actifs s'amènent aux réunions d'ordinaire.

Le sénateur Quart: Avez-vous un bureau permanent?

M. Finigan: Non, nous n'occupons pas un bureau comme une agence. Nous ne faisons que plus ou moins...

Le sénateur Quart: Vous réunir?

M. Finigan: On pourrait dire qu'il s'agit de réunions sociales où les gens discutent des problèmes des autres agences et essaient de les comprendre.